

- Pressions sur le Japon

Actuellement, les États-Unis tentent de remédier à leur déficit commercial et de gérer leurs relations commerciales avec le Japon en exigeant des progrès tangibles¹²¹. En effet, les États-Unis entendent se servir d'un ensemble d'indicateurs quantitatifs pour déterminer si les marchés japonais sont suffisamment ouverts ou s'ouvrent suffisamment, pendant une période fixée d'avance, à la concurrence internationale. Il s'agit d'une approche sectorielle ayant pour objectif avoué d'augmenter les débouchés commerciaux au Japon pour l'ensemble des exportateurs.

Du point de vue du Canada (ou de tout autre pays tiers), on peut se demander si les propositions des États-Unis ne risquent pas de déclencher un déplacement des courants commerciaux¹²². Bhagwati estime qu'il s'agit ni plus ni moins que d'une forme de «protectionnisme à l'exportation» qui vise à garantir aux entreprises américaines une part du marché japonais. Dans une telle situation, le Japon pourrait être tenté de réduire les importations des autres pays au profit des importations américaines, de façon à se conformer aux objectifs des États-Unis concernant les parts du marché. Si les États-Unis tentent d'imposer une stratégie quantitative et si le Japon cède, alors le Canada devrait faire pression sur les deux parties pour qu'on mesure l'ouverture du Japon en fonction de la part de marché détenue par l'ensemble des entreprises étrangères. Ainsi, les importations japonaises ne seraient pas détournées au profit des États-Unis.

L'approche américaine présente le défaut fondamental de ne pas s'attaquer pas au fond du problème, à savoir la spécificité japonaise au chapitre des pratiques commerciales et des liens inter-sociétés. Pour affaiblir les liens actuels entre les établissements financiers et les autres entreprises japonaises, les responsables de la politique commerciale pourraient notamment presser le Japon d'envisager les mesures suivantes : réduire le plafond des emprunts que les entreprises japonaises peuvent contracter auprès des banques locales; stimuler l'activité boursière au moyen de primes à la vente ou à l'achat d'actions; augmenter la part de capital que peuvent détenir les banques étrangères dans les entreprises autres que celles du secteur financier.

De telles mesures pourraient peut-être augmenter la participation étrangère dans les sociétés japonaises et créer (du moins sur papier) des liens entre les sociétés japonaises et étrangères, à l'instar des *keiretsu* au Japon. Cependant, elles ne changeront ni le pouvoir des *keiretsu*, ni la tendance des entreprises japonaises à traiter toujours avec

¹²¹ La position du gouvernement Clinton est résumée dans un article récent de Roger C. Altman, secrétaire-adjoint au Trésor : «Why Pressure Tokyo?», dans *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 3, Council on Foreign Relations, New York, NY, mai-juin 1994, pp. 1-6. Voir aussi U.S. International Trade Commission, *op. cit.*, pp. 16-22.

¹²² Voir Bhagwati, J., «Samurais No More», dans *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 3, Council on Foreign Relations, New York, NY, mai-juin 1994, pp. 7-12.